

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Mille-Isles _____

Code géographique : 76030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sarah Channell, atteste la véracité du rapport financier
de Mille-Isles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature

Date

2019-03-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Mille-Isles

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Mille-Isles (l' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Mille-Isles au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Mille-Isles inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers,

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et appréciations si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA

Saint-Jérôme, le

DATE 2019-03-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
		Redressé note 22		
Revenus				
Taxes	1	2 451 956	2 375 428	2 302 317
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3			
Transferts	4	158 223	465 071	1 090 320
Services rendus	5	99 936	108 939	107 546
Imposition de droits	6	139 846	202 974	142 288
Amendes et pénalités	7	1 500	3 113	1 395
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	133 744	95 867	63 069
Autres revenus	10	15 002	(29 113)	20 341
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 000 207	3 222 279	3 727 276
Charges				
Administration générale	14	686 696	659 890	728 133
Sécurité publique	15	531 307	610 515	565 884
Transport	16	1 020 226	1 138 778	1 003 106
Hygiène du milieu	17	361 960	301 001	330 064
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	273 937	277 115	264 588
Loisirs et culture	20	213 292	157 648	131 772
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	101 950	94 954	44 982
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 189 368	3 239 901	3 068 529
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(189 161)	(17 622)	658 747
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 488 103	5 791 791
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(46 197)	(8 632)
Solde redressé	28		6 441 906	5 783 159
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		6 424 284	6 441 906

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	783 493	602 480
Débiteurs (note 5)	2	2 210 827	2 040 987
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 994 320	2 643 467
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		692 112
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	299 174	781 130
Revenus reportés (note 12)	12	164 485	149 543
Dette à long terme (note 13)	13	3 113 676	1 197 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	3 577 335	2 819 887
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(583 015)	(176 420)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	7 007 299	6 596 571
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		21 755
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20		
	21	7 007 299	6 618 326
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	6 424 284	6 441 906

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(189 161)	(17 622)	658 747
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	867 131 ) (	1 526 650)
Produit de cession	3		3 080	
Amortissement	4		399 976	320 676
(Gain) perte sur cession	5		53 338	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(410 737)	(1 205 974)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		21 755	
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		21 755	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		9	
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(189 161)	(406 595)	(547 227)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(130 223)	379 439
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		(46 197)	(8 632)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(176 420)	370 807
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(583 015)	(176 420)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017 Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(17 622)	658 747
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	399 976	320 676
Autres			
- (Gain) / perte sur cession	3	53 298	
-	4		
	5	435 652	979 423
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(169 840)	(505 510)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(481 956)	230 125
Revenus reportés	9	14 942	13 996
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	21 755	
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	(179 447)	718 034
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(867 131)	(1 336 591)
Produit de cession	16	3 080	
	17	(864 051)	(1 336 591)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 030 000	
Remboursement de la dette à long terme	24	(87 974)	(90 019)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(692 112)	(62 336)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(25 403)	
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 224 511	(152 355)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	181 013	(770 912)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	602 480	1 373 392
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	602 480	1 373 392
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	783 493	602 480

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Mille-Isles est un organisme municipal existant en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Municipalité repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Municipalité. Aucun organisme n'est consolidé aux fins de l'établissement de ces états financiers.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception généraux et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt des rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comptables comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et du passif au titre des sites contaminés.

C) Actifs

Les principales méthodes comptables pour les actifs sont les suivantes :

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible et la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

b) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes indiquées ci-dessous :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 12 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	10 ans

Les immobilisations sont réduites à leur valeur résiduelle si elles ne contribuent plus à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

la capacité de la municipalité de fournir des biens et services. De plus, si la valeur estimative du potentiel de service des immobilisations est inférieure à la valeur comptable, celle-ci est réduite à la valeur estimative du potentiel de service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés immobilières destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées aux états financiers dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, qu'une estimation raisonnable des montants est possible, que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition de passif. La Régie comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

En lien avec cette norme sur les paiements de transfert, il existe actuellement une divergence d'opinion importante sur la comptabilisation des paiements de transfert.

Le gouvernement du Québec est d'avis que l'autorisation d'une subvention survient lors du vote annuel des crédits budgétaires à l'Assemblée nationale. Par conséquent, une municipalité ne devrait pas, selon cette opinion, comptabiliser la subvention à recevoir qui lui a été accordée dans le cadre des projets TECQ, PRECO et PEVQ si les crédits budgétaires n'ont pas été votés.

Le Vérificateur général du Québec est d'avis que les représentants du gouvernement du Québec sont habilités à négocier et à conclure des contrats valides et que les subventions sont autorisées dès qu'une décision a été prise par un représentant, qu'une lettre de confirmation a été reçue par la municipalité et que le gouvernement du Québec n'a plus d'autre option réaliste que d'effectuer le paiement de transfert. Par conséquent, une municipalité devrait, selon cette opinion, comptabiliser les subventions à recevoir qui ont fait l'objet d'une acceptation dans le cadre des projets TECQ, PRECO et PEVQ.

La Municipalité a adopté la norme de comptabilisation recommandée par le Vérificateur général du Québec.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 783 493	602 480
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 783 493	602 480
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 400 864	529 149
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 374 105	357 173
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 679 543	1 493 576
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 104 744	150 393
Organismes municipaux	15	
Autres		
- Mutations	16 34 563	29 200
- Divers	17 17 872	10 645
	18 2 210 827	2 040 987
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 528 584	528 463
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 528 584	528 463
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 15 577	15 577
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	20 250	19 366
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	20 250	19 366

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La marge de crédit, d'un montant autorisé de 500 000 \$, porte intérêt au taux préférentiel et vient à échéance en juin 2021. De plus, trois prêts autorisés totalisant 2 030 892 \$, portant intérêt au taux de 3,2 % viennent à échéance en 2022.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	161 750	505 216
Salaires et avantages sociaux	48	69 635	48 534
Dépôts et retenues de garantie	49	54 141	215 543
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Frais courus	53	10 705	11 837
- Intérêts courus	54	2 943	
-	55		
-	56		
-	57		
	58	299 174	781 130

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	8 741	12 240
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	155 744	137 303
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
-	69		
-	70		
-	71		
	72	164 485	149 543

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

						2018	2017
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt		Échéance			
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,42	4,05	2019	2026	73	3 032 579	1 078 702
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78	106 500	118 400
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80		
					81	3 139 079	1 197 102
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(25 403)	()
					83	3 113 676	1 197 102

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2019	84	92	444 079	100	109	12 200	117	456 279
2020	85	93	185 400	101	110	12 500	118	197 900
2021	86	94	812 100	102	111	12 800	119	824 900
2022	87	95	155 000	103	112	13 100	120	168 100
2023	88	96	1 436 000	104	113	55 900	121	1 491 900
2024 et +	89	97		105	114		122	
	90	98	3 032 579	106	115	106 500	123	3 139 079
Intérêts et frais accessoires				107			124	
	91	99	3 032 579	108	116	106 500	125	3 139 079

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(583 015)	(176 420)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()	()
Autres	128	()	()
	129	(583 015)	(176 420)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	4 774 292	160	766 049	187	214		5 540 341
Autres	133	710 922	161		188	215		710 922
Réseau d'électricité	134		162		189	216		
Bâtiments	135	1 364 975	163	1 078 556	190	217		2 443 531
Améliorations locatives	136		164		191	218		
Véhicules	137	1 051 504	165		192	197 735	219	853 769
Ameublement et équipement de bureau	138	229 808	166	54 579	193		220	284 387
Machinerie, outillage et équipement divers	139	512 714	167	5 345	194		221	518 059
Terrains	140	54 188	168		195	7 802	222	46 386
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>8 698 403</u>	170	<u>1 904 529</u>	197	<u>205 537</u>	224	<u>10 397 395</u>
Immobilisations en cours	143	<u>1 391 331</u>	171	<u>(1 037 398)</u>	198		225	<u>353 933</u>
	144	<u>10 089 734</u>	172	<u>867 131</u>	199	<u>205 537</u>	226	<u>10 751 328</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 972 807	175	223 938	202		229	2 196 745
Autres	148	181 265	176	22 207	203		230	203 472
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	240 250	178	32 868	205	14	232	273 104
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	561 181	180	65 181	207	149 110	234	477 252
Ameublement et équipement de bureau	153	210 403	181	19 626	208	(14)	235	230 043
Machinerie, outillage et équipement divers	154	327 257	182	36 156	209		236	363 413
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>3 493 163</u>	184	<u>399 976</u>	211	<u>149 110</u>	238	<u>3 744 029</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>6 596 571</u>					239	<u>7 007 299</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	21 755
	253	21 755
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	21 755
<hr/>		
Note		

17. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance		
-	256	
-	257	
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	
<hr/>		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La Municipalité est liée par un contrat pour la cueillette des matières résiduelles, des matières recyclables et des encombrants se terminant en 2019. Les paiements minimums exigibles totalisent 151 463 \$.

La Municipalité est liée par un contrat de déneigement des chemins d'hiver se terminant en 2019. Les paiements minimums exigibles totalisent 208 131 \$.

La Municipalité est liée par un contrat pour la fourniture de service relativement à la gestion et à l'organisation de la sécurité incendie et civile se terminant en le 31 décembre 2020. Les paiements minimums exigibles totalisent 137 648 \$ et sont répartis comme suit :

2019: 67 948 \$
2020: 69 700 \$

La Municipalité est liée par un contrat pour la fourniture de service relativement au contrôle des animaux sur le territoire se terminant en le 31 décembre 2019. Les paiements minimums exigibles totalisent 14 484 \$.

La Municipalité est liée par un contrat pour la fourniture de service relativement à la fourniture de service professionnel pour l'audit des rapports financiers des années 2018, 2019, 2020 et 2021 se terminant en le 31 décembre 2021. Les paiements minimums exigibles totalisent 86 929.65 \$ et sont répartis comme suit :

2019: 22 940 \$
2020: 21 444 \$
2021: 21 785 \$

La Municipalité est liée par un contrat pour la location d'un véhicule pour la lutte contre l'incendie se terminant au plus tard le 31 octobre 2019. Les paiements minimums exigibles totalisent 25 721.94 \$ et sont répartis comme suit :

2019: 18 005 \$

La Municipalité est liée par un contrat pour la fourniture de service relativement à la gestion de la faune (castor) terminant en le 31 mars 2019. Les paiements minimums exigibles totalisent 8000 \$ payable en 2019.

La Municipalité est liée par un contrat pour la location d'un espace pour le véhicule du Service de protection contre l'incendie se terminant au plus tard le 31 décembre 2023. Les paiements minimums exigibles totalisent 34 903.53 \$ et sont répartis comme suit :

2019: 6 640 \$
2020: 6 806 \$
2021: 6 976 \$
2022: 7 151 \$
2023: 7 330 \$

19. Droits contractuels

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

La Municipalité fait l'objet d'une poursuite en dommages et intérêts pour un montant de 376 000 \$ plus intérêts. L'assureur de la Municipalité a pris fait et cause et assume sa défense. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Advenant un accueil favorable de cette poursuite, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

La Municipalité a découvert qu'elle avait omis de comptabiliser certaines dépenses en 2017 s'élevant à 37 565 \$. Par conséquent, le solde de l'excédent accumulé non affecté au 1er janvier 2018 a été diminué de 37 565 \$ et les états financiers de l'exercice 2017 ont été redressés. Le poste Administration générale a été augmenté de 25 365 \$, correspondant à des honoraires professionnels, des vacances et des assurances collectives non comptabilisés. Le poste Aménagement, urbanisme et développement a été augmenté de 6 723 \$, correspondant à des vacances et des assurances collectives non comptabilisées. Le poste Transport a été augmenté de 5 477 \$, correspondant à des vacances et des assurances collectives non comptabilisées. Finalement, l'excédent de l'exercice 2017 a été diminué de 37 564 \$.

La Municipalité a découvert que les Débiteurs au 31 décembre 2017 étaient surévalués d'un montant de 8 632 \$, représentant une surévaluation des revenus de transferts comptabilisés dans l'exercice 2016. Par conséquent, le solde de l'excédent accumulé non affecté au 1er janvier 2017 a été diminué de 8 632 \$, les Débiteurs au 31 décembre 2017 ont été diminués d'un montant équivalent, et les états financiers des exercices 2016 ont été redressés.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

24. Instruments financiers

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalisations 2018		Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	Redressé note 22
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 451 956	2 375 428		2 375 428	2 302 317
Compensations tenant lieu de taxes	2					
Quotes-parts	3					
Transferts	4	158 223	169 811		169 811	170 968
Services rendus	5	99 936	108 939		108 939	107 546
Imposition de droits	6	139 846	202 974		202 974	142 288
Amendes et pénalités	7	1 500	3 113		3 113	1 395
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	133 744	95 867		95 867	63 069
Autres revenus	10	15 002	(29 113)		(29 113)	13 141
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	3 000 207	2 927 019		2 927 019	2 800 724
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	393 436	295 260		295 260	919 352
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					7 200
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20	393 436	295 260		295 260	926 552
	21	3 393 643	3 222 279		3 222 279	3 727 276
Charges						
Administration générale	22	676 315	639 843	20 047	659 890	728 133
Sécurité publique	23	492 917	512 335	98 180	610 515	565 884
Transport	24	982 552	879 272	259 506	1 138 778	1 003 106
Hygiène du milieu	25	361 960	301 001		301 001	330 064
Santé et bien-être	26					
Aménagement, urbanisme et développement	27	273 936	276 270	845	277 115	264 588
Loisirs et culture	28	207 292	136 250	21 398	157 648	131 772
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	101 949	94 954		94 954	44 982
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32	92 447	399 976	(399 976)		
	33	3 189 368	3 239 901		3 239 901	3 068 529
Excédent (déficit) de l'exercice	34	204 275	(17 622)		(17 622)	658 747

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	204 275	(17 622)	658 747
Moins: revenus d'investissement	2 (	393 436 ) (	295 260 ) (	926 552)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(189 161)	(312 882)	(267 805)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	92 447	399 976	320 676
Produit de cession	5		3 080	
(Gain) perte sur cession	6		53 338	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	92 447	456 394	320 676
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10		21 755	
	11		21 755	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	352 795 ) (	87 974 ) (	90 019)
	18	(352 795)	(87 974)	(90 019)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	45 000 ) (	157 383 ) (	117 168)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	317 530	317 530	324 000
Réserves financières et fonds réservés	22	176 979	(37 321)	(34 671)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	449 509	122 826	172 161
	26	189 161	513 001	402 818
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		200 119	135 013

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	295 260	926 552
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(446 751)	(608 393)
Sécurité publique	3	(5 345)	(107 583)
Transport	4	(350 099)	(789 629)
Hygiène du milieu	5	(16 063)	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(48 873)	(21 045)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(867 131)	(1 526 650)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 014 989	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	157 383	117 168
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		66 564
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	147 000	
	18	304 383	183 732
	19	452 241	(1 342 918)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	747 501	(416 366)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017 Redressé note 22
Rémunération	1	780 653	778 115	663 708
Charges sociales	2	162 379	165 698	140 841
Biens et services	3	1 785 831	1 534 295	1 654 667
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	101 949	46 836	44 982
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		18 678	
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		29 440	
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	259 209	259 209	237 955
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	2 100	1 572	2 047
Amortissement des immobilisations	14	92 447	399 976	320 676
Autres				
- Mauvaises créances	15	4 800	6 082	3 653
-	16			
-	17			
	18	3 189 368	3 239 901	3 068 529

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	166 584	207 818
Excédent de fonctionnement affecté	250 000	317 530
Réserves financières et fonds réservés	486 494	399 498
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	(106 500)	(118 400)
Financement des investissements en cours	108 620	(432 639)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 519 086	6 068 099
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	6 424 284	6 441 906
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	166 584	207 818
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
	166 584	207 818
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- Budget exercice suivant	250 000	317 530
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	250 000	317 530
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
-		
-		
-		
	250 000	317 530
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-		
-		
-		
-		
-		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-		
-		
-		
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	282 167	391 846
Organismes contrôlés et partenariats		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	204 327	7 652
Organismes contrôlés et partenariats		
Montant non réservé		
Administration municipale		
Organismes contrôlés et partenariats		
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres		
-		
-		
	486 494	399 498
	486 494	399 498

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () (
Autres	52 () (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () (
	54 () (
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () (
Assainissement des sites contaminés	56 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () (
Autres		
-	58 () (
-	59 () (
	60 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () (
Intérêts sur la dette à long terme	62 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () (
Utilisation du fonds de roulement	64 () (
Mesure relative aux frais reportés	65 () (
Autres		
-	66 () (
-	67 () (
	68 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () (
Autres		
-	72 () (
-	73 () (
	74 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	(106 500) (118 400)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	(106 500) (118 400)
	81 (	106 500) (118 400)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 108 620	
Investissements à financer	83 () (432 639)	
	84 108 620	(432 639)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 7 007 299	6 596 571
Propriétés destinées à la revente	86	21 755
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 7 007 299	6 618 326
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 7 007 299	6 618 326
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (3 113 676) (1 197 102)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (25 403) ()	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 1 544 366	528 463
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 106 500	118 400
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (1 488 213) (550 239)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ((12))	
	100 (1 488 213) (550 227)	
	101 5 519 086	6 068 099

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime à cotisations déterminées

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	19 366
	112 <u>20 250</u>	<u>19 366</u>

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TAXES		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 548 663	1 561 652	1 580 338
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	527 026	531 563	462 867
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	6 210		
	9	2 081 899	2 093 215	2 043 205
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	131 052	132 585	114 177
Autres				
- Écocentre et recyclage	14	76 806	77 760	61 610
- Environnement	15	37 260	39 240	39 820
- Cours d'eau	16		(1 516)	
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 000	9 554	7 939
Service de la dette	18	91 060		
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	24 879	24 590	35 566
Activités d'investissement	21			
	22	370 057	282 213	259 112
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	370 057	282 213	259 112
	27	2 451 956	2 375 428	2 302 317

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	12 833	16 973
Sécurité civile	56		14 732
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	87 787	92 812
Enlèvement de la neige	59		88 701
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		16 639
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	40 964	41 200
Tri et conditionnement	74	12 414	15 622
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	2 906	1 404
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	1 319	8 281
Réseau d'électricité	90		
	91	158 223	128 353

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	232 409	363 236
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	24 166	538 303
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115	16 063	
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	22 622	17 813
Réseau d'électricité	129		
	130	295 260	919 352

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		42 615
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140		42 615
TOTAL DES TRANSFERTS	141 551 659	465 071	1 090 320

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	4 000	2 641
Sécurité civile	148		6 189
Autres	149		
	150	4 000	2 641
150		4 000	6 189
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité	182		
	183	4 000	2 641
			6 189

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186		
	187		
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	93 600	97 359
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	93 600	97 359
			93 212
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		5 040
Matières recyclables	207	1 000	1 575
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211		7 245
	212	1 000	6 615
			7 245
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage			
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218		
Autres	219		
	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	836	1 798
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	500	900
	225	1 336	2 324
			900
Réseau d'électricité			
	226		
	227	95 936	106 298
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	99 936	108 939
			107 546

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229	9 500	23 384	13 404
Droits de mutation immobilière	230	115 000	169 202	128 884
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232	15 346	10 388	
	233	139 846	202 974	142 288
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	234	1 500	3 113	1 395
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	236	133 744	95 867	63 069
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		(53 338)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240	10 000		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			2 153
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	5 002	24 225	18 188
	246	15 002	(29 113)	20 341
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018		Total	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	109 065	87 824		87 824	104 793
Greffe et application de la loi	2	112 298	95 911		95 911	83 074
Gestion financière et administrative	3	317 312	365 749		365 749	340 662
Évaluation	4	79 034	34 033		34 033	139 706
Gestion du personnel	5	2 300	2 112		2 112	1 446
Autres						
- Autres	6	56 306	54 214	20 047	74 261	58 452
-	7					
	8	676 315	639 843	20 047	659 890	728 133
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	235 188	229 554		229 554	217 307
Sécurité incendie	10	234 004	232 858	98 180	331 038	325 954
Sécurité civile	11	9 725	8 259		8 259	9 395
Autres	12	14 000	41 664		41 664	13 228
	13	492 917	512 335	98 180	610 515	565 884
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	540 454	468 108	259 506	727 614	605 722
Enlèvement de la neige	15	388 004	359 537		359 537	350 023
Éclairage des rues	16	15 041	15 490		15 490	14 121
Circulation et stationnement	17	16 705	15 160		15 160	9 431
Transport collectif						
Transport en commun	18	8 667	8 667		8 667	11 326
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	13 681	12 310		12 310	12 483
	22	982 552	879 272	259 506	1 138 778	1 003 106

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	542	403		403	580
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	82 680	82 407		82 407	80 790
Élimination	28	34 021	32 004		32 004	27 394
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	80 678	79 115		79 115	73 000
Tri et conditionnement	30	265	598		598	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	43 177	4 425		4 425	49 256
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	28 900	292		292	39 947
Protection de l'environnement	38	88 100	98 160		98 160	58 757
Autres	39	3 597	3 597		3 597	340
	40	361 960	301 001		301 001	330 064
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	259 316	241 989	585	242 574	246 572
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	14 620	12 526	260	12 786	18 016
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		21 755		21 755	
	52	273 936	276 270	845	277 115	264 588

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	38 004	29 318	3 632	32 950	12 670
Patinoires intérieures et extérieures	54	52 120	23 252		23 252	42 134
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	31 583	14 635	16 996	31 631	16 657
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	30 191	32 249		32 249	26 246
Autres	59	30 158	23 340		23 340	27 729
	60	182 056	122 794	20 628	143 422	125 436
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	24 936	13 196	770	13 966	6 056
Bibliothèques	62	300	260		260	280
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	25 236	13 456	770	14 226	6 336
	67	207 292	136 250	21 398	157 648	131 772
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	101 949	65 514		65 514	44 982
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		29 440		29 440	
	73	101 949	94 954		94 954	44 982
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	92 447	399 976	(399 976)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Mille-Isles

Code géographique : 76030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	350 099	783 276
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		20 775
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	490 125	622 092
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	5 499	3 614
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 345	89 693
Terrains	20	16 063	7 200
Autres	21		
	22	867 131	1 526 650

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	350 099	804 051
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	517 032	722 599
	34	867 131	1 526 650

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	668 639	1 029 879	87 974	1 610 544
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	668 639	1 029 879	87 974	1 610 544
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	528 463	1 000 121		1 528 584
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	528 463	1 000 121		1 528 584
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	528 463	1 000 121		1 528 584
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	528 463	1 000 121		1 528 584
	19	1 197 102	2 030 000	87 974	3 139 128
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				(49)
Dette à long terme	22	1 197 102	2 030 000	87 974	3 139 079

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	3 139 079
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 528 584
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 610 495
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	1 610 495
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	128 386
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	1 738 881
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	1 738 881
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1	12 899	12 899	12 392
Évaluation	2	33 605	33 605	30 328
Autres	3	42 767	42 767	50 418
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	13 160	13 160	10 767
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	57 941	57 941	34 064
Transport collectif	9	8 667	8 667	11 326
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	3 597	3 597	340
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	58 967	58 967	56 790
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	6 420	6 420	6 861
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	21 186	21 186	24 669
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	259 209	259 209	237 955

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	867 131	1 526 650
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	867 131	1 526 650

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	35,00	7 291,00	283 555	68 427	351 982
Professionnels	2						
Cols blancs	3	7,00	35,00	9 429,00	226 391	52 820	279 211
Cols bleus	4	3,00	40,00	4 987,00	140 312	36 169	176 481
Policiers	5						
Pompiers	6	21,00	3,00	2 497,00	56 267	6 176	62 443
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	36,00		24 204,00	706 525	163 592	870 117
Élus	9	7,00			71 590	2 106	73 696
	10	43,00			778 115	165 698	943 813

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	169 811	259 173		36 087	465 071
	17	169 811	259 173		36 087	465 071

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	23 446	
	4	23 446	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	31 473	19 675
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	31 473	19 675
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	37 075	25 307
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	37 075	25 307
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	2 960	
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	2 960	
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	94 954	44 982

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Boyer	17 844	8 922
Danielle Parent	5 177	2 588
Francis Léger	5 177	2 588
Howard Sauvé	8 632	4 316
Cassandra Lescarbeau	5 177	2 588
Julie Léveillée	5 177	2 588
Dawn Charles	5 177	2 588

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	500 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 79 371 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 210 423 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 306 663 \$

b) Dépenses d'investissement

27 \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 517 086 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 2019-02-024

b) Date d'adoption de la résolution

30 2019-02-06

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Mille-Isles _____

Code géographique : 76030 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Municipalité de Mille-Isles,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de Municipalité de Mille-Isles (ci-après la « municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

tout au long de cet audit. En outre :

nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

GARIÉPY BUSSIÈRE CPA INC.*

*Par Jean-Gaétan Gariépy, CPA auditeur, CA

Saint-Jérôme, le

DATE 2019-03-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 375 428
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 554
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>2 365 874</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	278 214 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>280 932 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>279 573 300</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 , 8 | 4 | 6 | 2 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Mille-Isles

Code géographique : 76030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 389 209
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	321 948
Activités de fonctionnement	3	493 598
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres		
	8	
	9	2 204 755

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	171 682
Autres		
-	14	102 051
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	56 500
Activités d'investissement	21	20 534
	22	359 767
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	359 767
	27	2 564 522

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière 1

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 2

Taxes d'affaires 3

Compensations pour les terres publiques 4

5

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux 6

Cégeps et universités 7

Écoles primaires et secondaires 8

9

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière 10

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 11

Taxes d'affaires 12

13

14

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière 15

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 16

Taxes d'affaires 17

18

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière 19

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 20

21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 22

Autres 23

24

25

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 280 932 100	x 2 0,4945 /100\$	3 1 389 209				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x 5 /100\$	6					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x 8 /100\$	9					
Immeubles non résidentiels	10 x 11 /100\$	12					
Immeubles industriels	13 x 14 /100\$	15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x 17 /100\$	18					
Autres	19 x 20 /100\$	21					
Immeubles agricoles	22 x 23 /100\$	24					
Total			25 1 389 209	26 (.....)	27 (.....)	28	29 1 389 209
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 280 932 100	x 31 0,1146 /100\$	32 321 948				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x 34 /100\$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x 37 /100\$	38					
Immeubles non résidentiels	39 x 40 /100\$	41					
Immeubles industriels	42 x 43 /100\$	44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x 46 /100\$	47					
Autres	48 x 49 /100\$	50					
Immeubles agricoles	51 x 52 /100\$	53					
Total			54 321 948	55 (.....)	56 (.....)	57	58 321 948

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 280 932 100	x 2 0,1757 /100\$	3 493 598				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10 x	11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13 x	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x	17 /100\$	18				
Autres	19 x	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22 x	23 /100\$	24				
Total			25 493 598	26 (.....)	27 (.....)	28	29 493 598

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 x	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39 x	40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42 x	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x	46 /100\$	47				
Autres	48 x	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51 x	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 x	60 %	61	62 (.....)	63 (.....)	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	□□□□ , □□□ \$
Égout	2	□□□□ , □□□ \$
Eau et égout	3	□□□□ , □□□ \$
Traitement des eaux usées	4	□□□□ , □□□ \$
Matières résiduelles	5	□2□3□2 , □8□5 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Environnement	25,0000	4	
Compensations	0,6000	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	2 564 522
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	9 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	2 555 522

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 280 932 100

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 0 , 9 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Résiduelle			Total
	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>3 431 195 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>322 004 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>115 884 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>577 140 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-05</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Sarah Channell , atteste que le rapport financier de Mille-Isles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-03-20.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Mille-Isles.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Mille-Isles consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Mille-Isles détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-24 09:42:02

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Mille-Isles

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	3 000 207	2 927 019	2 800 724
Investissement	2	393 436	295 260	926 552
	3	3 393 643	3 222 279	3 727 276
Charges	4	3 189 368	3 239 901	3 068 529
Excédent (déficit) de l'exercice	5	204 275	(17 622)	658 747
Moins : revenus d'investissement	6 (	393 436 ) (	295 260 ) (	926 552)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(189 161)	(312 882)	(267 805)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	92 447	399 976	320 676
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	352 795 ) (	87 974 ) (	90 019)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	45 000 ) (	157 383 ) (	117 168)
Excédent (déficit) accumulé	12	494 509	280 209	289 329
Autres éléments de conciliation	13		78 173	
	14	189 161	513 001	402 818
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		200 119	135 013

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	783 493	602 480
Débiteurs	2	2 210 827	2 040 987
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	2 994 320	2 643 467
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	3 113 676	1 197 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	463 659	1 622 785
	10	3 577 335	2 819 887
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(583 015)	(176 420)
Actifs non financiers			
Immobilisations	12	7 007 299	6 596 571
Autres	13		21 755
	14	7 007 299	6 618 326
Excédent (déficit) accumulé	15	6 424 284	6 441 906

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	166 584	207 818
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget exercice suivant	17	250 000	317 530
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
	26	250 000	317 530
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	486 494	399 498
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29 (	106 500 ) (	118 400)
Financement des investissements en cours	30	108 620	(432 639)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	5 519 086	6 068 099
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	6 424 284	6 441 906

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 610 495
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	1 738 881

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 610 544	668 639
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	1 528 584	528 463
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	9	(49)	
	10	3 139 079	1 197 102

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	11	2 451 956	2 375 428	2 302 317
Compensations tenant lieu de taxes	12			
Quotes-parts	13			
Transferts	14	158 223	169 811	170 968
Services rendus	15	99 936	108 939	107 546
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	141 346	206 087	143 683
Autres	17	148 746	66 754	76 210
	18	3 000 207	2 927 019	2 800 724
Investissement				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	393 436	295 260	919 352
Autres	22			7 200
	23	393 436	295 260	926 552
	24	3 393 643	3 222 279	3 727 276

Extrait du rapport financier, page S16

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	676 315	639 843	20 047		659 890	728 133
Sécurité publique							
Police	2	235 188	229 554			229 554	217 307
Sécurité incendie	3	234 004	232 858	98 180		331 038	325 954
Autres	4	23 725	49 923			49 923	22 623
Transport							
Réseau routier	5	960 204	858 295	259 506		1 117 801	979 297
Transport collectif	6	8 667	8 667			8 667	11 326
Autres	7	13 681	12 310			12 310	12 483
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	542	403			403	580
Matières résiduelles	9	240 821	198 549			198 549	230 440
Autres	10	120 597	102 049			102 049	99 044
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	259 316	241 989	585		242 574	246 572
Promotion et développement économique	13	14 620	12 526	260		12 786	18 016
Autres	14		21 755			21 755	
Loisirs et culture	15	207 292	136 250	21 398		157 648	131 772
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	101 949	94 954			94 954	44 982
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	3 096 921	2 839 925	399 976		3 239 901	3 068 529
Amortissement des immobilisations	20	92 447	399 976	(399 976)			
	21	3 189 368	3 239 901			3 239 901	3 068 529

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3